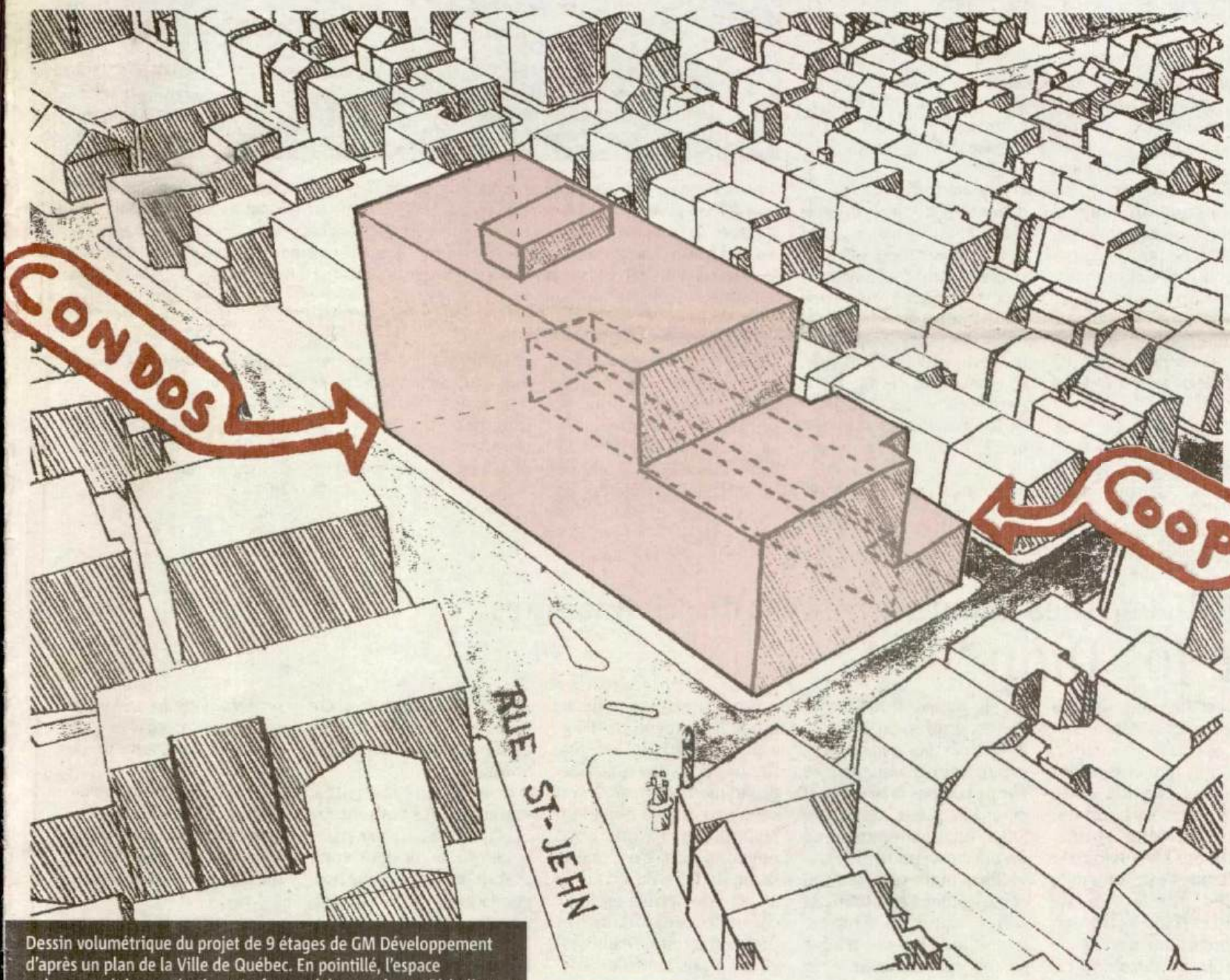
# Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 39, Numéro 1 > Janvier 2012 > www.droitdeparole.org


# Rififi dans le faubourg

## Un projet immobilier sur la rue Saint-Jean divise la population du quartier




Dessin volumétrique du projet de 9 étages de GM Développement d'après un plan de la Ville de Québec. En pointillé, l'espace qu'occuperait la coopérative « La face cachée » sur la rue Richelieu.
DESSIN MARC BOUTIN

**Un débat sur le développement immobilier de l'Îlot Iving verra son dénouement lors du référendum du 5 février prochain.**

Les habitants du quartier Saint-Jean-Baptiste sont partagés. D'un côté, le maire Régis Labeaume, la conseillère Chantal Gilbert, l'Association des gens d'affaires du Faubourg et le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, qui a réussi à faire intégrer du logement social à l'immeuble, appuient le projet du promoteur GM Développement. Un comité du Oui a été formé pour défendre leur point de vue.

De l'autre, des citoyens et des citoyennes nouvellement regroupés dans le comité du Non contestent le projet parce que son architecture est en rupture avec l'harmonie du quartier et parce que la Ville a récemment changé le règlement de zonage pour satisfaire le promoteur.

La campagne s'annonce stimulante! Un groupe de militants du comité du Non explique leur position dans une lettre en page 3.

### Lancements de livres de deux de nos collaborateurs

Le 25 janvier le livre *Le cœur enveloppé* de Gilles Simard sera lancé au Cercle, au 228, St-Joseph Est. Venez rencontrer l'auteur de 5 à 7...

Le 3 février de 17h à 23h, Renaud Pilote lance *Les Renauderies, petites chroniques urbaines* à la Librairie Saint-Jean-Baptiste (565, rue Saint-Jean).

# Nouvelles des mouvements sociaux

Après une année 2011 intense en contestations, les mouvements sociaux continueront dans les prochains mois à défendre activement le bien commun. Pendant que se créent de nouveaux partis politiques de droite, les citoyens, eux, se mobilisent contre les gaz de schiste, les compteurs intelligents, et les indignés de Québec sont toujours actifs.

**Par Nathalie Côté**

Une manifestation nationale aura lieu à Montréal le 16 février prochain en matinée, sous le thème Nos richesses = leurs profits. C'est une invitation de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics qui revendique une meilleure répartition de la richesse. La Coalition dénonce les profits faramineux que continuent à faire les grandes banques et les PDG des grandes entreprises, pendant que les gouvernements persistent à imposer des mesures d'austérité appauvrissant l'ensemble de la population.

### Désobéissance civile en vue ?

Les manifestants seront invités à faire une « action de blocage » au Centre de commerce mondial de Montréal et à participer à *la manifestation* d'appui pour demander le retrait des nouvelles hausses de tarifs d'Hydro-Québec, de la taxe santé annuelle qui sera dorénavant de 200 $ par adulte, ainsi que des frais de scolarité qui remettent en cause l'accès à l'éducation pour tous. Afin de faire reculer le gouvernement sur ces trois hausses importantes, les manifestants partiront de diverses régions du Québec pour se rendre dans la métropole. Pour plus d'information, communiquez avec le Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire de Québec et Chaudière-Appalaches (Répac 03-12) au 418-523-4158.

Rappelons que les organisations défendant les services publics ont rassemblé 50 000 personnes au printemps 2011 à Montréal et quelques milliers de manifestants à Québec lors du congrès du Parti libéral en octobre dernier, développant un rapport de force face au gouvernement. On ne peut qu'espérer qu'il les écoute enfin. Comme on peut espérer qu'il écoutera les étudiants et les étudiantes qui seront en grève cet hiver pour dénoncer le dégel des frais de scolarité.

### Contre la pollution

Les citoyens et les citoyennes critiques face à l'exploitation des gaz schiste ne lâcheront pas prise. À cette lutte, s'ajoute celle contre l'installation de compteurs électriques « intelligents » par Hydro-Québec, déjà amorcée dans quelques foyers québécois. Les effets néfastes de ces nouveaux compteurs sur la santé et sur nos portefeuilles inquiètent. C'est pourquoi la Coalition québécoise de lutte contre la pollution électromagnétique compte faire reculer la société d'État en sensibilisant le public et en organisant le 5 février prochain, des manifestations qui se tiendront simultanément à Montréal, Sherbrooke et Québec dès 13 h.

### Toujours indignés

Il faut dorénavant compter aussi les indignés de Québec dans les mouvements sociaux de résistance aux politiques néolibérales chères aux gouvernements prêts à sacrifier le bien public au nom de la rentabilité. Dans cette perspective, les militants et les militantes qui ont occupé Québec continuent de développer des réseaux alternatifs à la société de consommation et d'imaginer une vie meilleure. Ils se préparent pour le printemps et poursuivent la construction de leur mouvement, malgré ce qu'en disent les éteignoirs qui voudraient ne voir en eux qu'une passade de jeunesse ! D'ailleurs, les indignés de Québec se réunissent chaque samedi (pour plus d'information, voir leur site sur la Toile : occuponsQuébec.org). On pourra aussi les suivre sur CKIA au 88,3 les mercredis de 17h à 18h dès le 25 janvier. Pas mal comme début d'année 2012...

**Quelques centaines de personnes se sont réunies devant l'Assemblée nationale le 8 décembre dernier pour dénoncer l'accord de libre-échange Canada-Europe. Cet accord offrirait les marchés publics (dont la gestion de l'eau) aux entreprises européennes qui profiteront des privatisations des services publics si chères à Jean Charest. Le manque de transparence quant au contenu de l'accord est illustré ici par un cheval de Troie qui pourrait cacher une éventuelle privatisation d'Hydro-Québec, l'un des fleurons de l'État québécois.** PHOTO NATHALIE CÔTÉ

**LETTRE**

## Attaque contre l'intelligence des femmes et propos discriminatoires

# À la Taverne Jos Dion

*Le texte qui suit est une version écourtée de la lettre envoyée le 14 novembre 2011 aux propriétaires de la Taverne Jos Dion, messieurs Jonathan Delarosbil et Jean-François Castilloux. À l'heure actuelle, les signataires - 26 femmes et 16 hommes - n'ont toujours reçu aucune réponse des propriétaires.*

Nous sommes plusieurs clients et clientes qui, depuis un certain temps, questionnent la place des femmes dans votre établissement. Un événement qui y est survenu dans la soirée du 29 octobre 2011 nous oblige à vous interpeller afin que cessent les attaques à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Lors de cette soirée, une cliente bien habituée des lieux s'est informée sur les possibilités de travailler dans votre établissement au gérant de l'endroit. Ce dernier a répondu qu'il n'engagerait jamais une femme parce qu'une femme ne peut pas penser à deux choses en même temps. Il lui donna des exemples du genre : « *Quand une femme s'occupe d'une personne au bar, elle ne voit pas la drogue ou ce qui se passe autour.* » Selon lui, une femme avec un *doorman* pourrait y travailler, mais une femme seule, jamais! À la fin de la soirée, après lui avoir exprimé qu'elle avait trouvé sa réponse choquante, le gérant a seulement répondu que cela lui prouvait qu'elle n'acceptait pas la critique.

Pour plusieurs d'entre nous, la Taverne Jos Dion a toujours été un lieu festif, au cœur des quartiers populaires, un bar où l'on se sent comme chez soi. Maintenant, ce que nous pouvons dire, c'est que la façon de faire du gérant le 29 octobre dernier est inacceptable, dégradante et discriminatoire. D'ailleurs, ce n'est pas la seule situation que nous déplorons depuis plusieurs années : notamment, malgré plusieurs commentaires de clients et clientes, le « cul de biche » trône toujours au-dessus des toilettes des femmes.

Comme propriétaires, vous avez des responsabilités quant à ce qui se passe et ce qui se dit dans votre établissement. Nous exigeons aujourd'hui des réponses : cautionnez-vous les propos et la façon de faire méprisante et discriminatoire de votre gérant le 29 octobre dernier? Quelle est la place des femmes dans votre établissement? Quelles seront les solutions apportées pour régler définitivement ces attaques sexistes ?

**Marie-Ève Duchesne, Anne-Valérie Lemieux Breton, Typhaine Leclerc, Véronique Salmon et des clients et des clientes qui en ont marre !**

*Pour connaître les suites, joignez-vous à notre page facebook :* facebook.com/ReclametonJosDion

**Droit de parole**

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

**www.droitdeparole.org**
Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook

*Droit de parole* a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

*Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs.

*Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2e classe
N° 40012747

Tirage : 17 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

**Équipe du journal :**
les AmiEs de la Terre de Québec, Simon-Pierre Beaudet, Marc Boutin, François Couillard, Monique Dupont, Simon M. Leclerc, Michaël Lessard, Pierre Mouterde, Renaud Pilote, Francine Bordeleau, Gilles Simard.

**Collaborations spéciales :**
Richard Amiot, Éric Belisle, Marielle Bouchard, Anne-Marie Brunelle, Véronique Garneau-Allard.

**Coordination :** Nathalie Côté
**Photos :** Marc Boutin, Lydia Berthiaume, Hugues Carmachael et Nathalie Côté.
**Graphisme :** Lydie Colaye
**Webmestre :** Michaël Lessard
**Imprimeur :** Payette et Simms inc.

Tirage certifié OMECQ

# Faubourg Saint-Jean : référendum du 5 février à l'Îlot Irving

## NON à la modification du zonage

**Mise en contexte**
(NDLR) La compagnie GM Développement projette de construire un vaste projet immobilier à l'Îlot Irving, au 190 de la rue Saint-Jean, en plein coeur du faubourg Saint-Jean. Pour réaliser son projet d'une hauteur de neuf étages, le promoteur a demandé à la Ville de modifier le règlement de zonage alors en vigueur, règlement qui, sur cet îlot, permettait des maxima de six et cinq étages.

En 2011, une entente est intervenue entre la compagnie GM Développement et le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste : le promoteur devait inclure vingt logements coopératifs dans son projet. En retour, le comité de citoyens et la coopérative « La face cachée » acceptaient de ne pas contester sa demande de modification au zonage.

Toujours en 2011, la Ville ayant accepté le changement, un groupe de citoyens du quartier a demandé l'ouverture des registres pour la tenue d'un référendum sur la question. Le 3 novembre dernier, près de 600 personnes ont signé le registre (il en fallait 500). Un référendum sera donc tenu le 5 février prochain, à l'école François-Perreault, au 140 chemin Sainte-Foy. Les citoyens du quartier auront alors à répondre si, oui ou non, ils acceptent la modification au zonage.

En plein conseil municipal, la conseillère du district des Faubourgs, Mme Chantal Gilbert, et le maire ont trouvé à redire contre les (600) signataires du registre. Régis Labeaume les a traités d'égoïstes, laissant ainsi entendre qu'ils ne cherchent qu'à protéger leur vue sur les Laurentides.

La lettre qui suit est signée par des membres actifs des mouvements populaire et coopératif du quartier qui contestent l'entente entre le promoteur et le Comité populaire ainsi que le rôle des élus dans ce dossier. Les signataires présentent ici leur opinion personnelle et non le point de vue de l'organisme dont ils font partie.

Une verrue architecturale parmi d'autres dans les quartiers centraux de Québec.
PHOTO MARC BOUTIN

En traitant les signataires du registre pour la tenue d'un référendum *d'égoïstes* - cherchant ainsi à ramener leur action sur un plan bassement *individualiste* -, le maire Régis Labeaume a très grossièrement tenté de dénaturer la portée de leur geste.

On aura compris que c'est surtout le principe d'une défense des valeurs collectives reliées aux principes de base de l'aménagement urbain (voir le point 3), qui aura motivé la majorité des opposants au changement de zonage. Un principe selon quoi l'aménagement urbain n'est pas plus important que le logement social, les deux étant même d'égale importance, voire inséparables. Toutefois, pour peu que l'on veuille d'une analyse qui soit juste et tienne vraiment compte de l'*ensemble*, nous croyons que les questions reliées à l'aménagement urbain devraient toujours être vues comme venant *en amont* des considérations entourant le mode de propriété.

**Le 5 février, nous allons voter NON à la demande de la Ville de Québec de changer le zonage pour permettre la construction d'un édifice de neuf étages à l'Îlot Irving. Voici pourquoi.**

1) Avec la complicité de la Ville de Québec, la cause du logement social se voit prise en otage par un promoteur privé qui veut outrepasser les règles du zonage urbain. **Une coopérative d'habitation n'a pas à servir de caution à une dérogation majeure au zonage** qui, par son précédent, viendrait déstabiliser la qualité de vie de l'ensemble des résidants du quartier et, par effet domino, des quartiers voisins.

2) L'administration Labeaume dit vouloir densifier le centre-ville. Densifier le centre-ville est une chose, densifier le Faubourg Saint-Jean en est une autre. La densité du faubourg est de 17 000 personnes au kilomètre carré, un record difficile à battre. La densité moyenne du faubourg est vingt fois plus élevée que celle de la ville de Québec et trente fois plus élevée que celle de l'agglomération urbaine. **Le quartier n'a pas besoin d'être densifié, surtout pas avec des édifices en hauteur.** S'il y a un besoin dans le faubourg, c'est pour l'inverse de la densification : des espaces verts, des places publiques...

3) Le Faubourg Saint-Jean est un lieu à l'équilibre fragile, protégé par des règlements de zonage qui défendent des valeurs urbaines et démocratiques. Ces valeurs sont inscrites dans les formes construites du quartier : lotissement égalitaire et limites de hauteur pour respecter l'ensoleillement et les droits de vue entre voisins et pour réduire les méfaits de la spéculation. **Quand la Ville change ses propres règles pour augmenter ses revenus ou pour favoriser un ou des promoteurs, qu'ils soient gros ou petits, c'est tout le quartier qui en souffre.** Les édifices en hauteur enclavés dans le faubourg, comme Le Séjour, la Tour Saint-Jean et l'édifice d Bell Canada sont des exceptions malheureuses qui confirment le bien-fondé des règles. Ces édifices disent *merde* aux voisins et aux piétons, ils interceptent la vue et le soleil, conduisent à la spéculation et produisent des couloirs de vent.

4) Les résidants du Faubourg Saint-Jean ont su maintenir la qualité de vie de leur quartier en menant des luttes urbaines contre vents (les promoteurs immobiliers) et marées (la Ville de Québec). **Cette tradition de lutte urbaine, a toujours placé les valeurs reliées à l'aménagement urbain (décrites au point 3) sur le même niveau que les valeurs reliées au logement social.** Les victoires populaires importantes du quartier, comme celles de la rue Saint-Gabriel, de l'Îlot Berthelot et, dans un contexte différent, celle des coopératives du Complexe du Bon-Pasteur, en sont des preuves éloquentes.

5) La démarche de la Ville de Québec, qui propose le non-respect des règlements de zonage en vigueur, doit être sanctionnée par un refus des citoyens. La Ville n'a qu'un rôle à jouer : faire cesser la surenchère sur tous les terrains du quartier, y compris celui de l'Îlot Irving, et exproprier s'il le faut, pour favoriser des projets qui respectent le zonage, des projets de logement social ou des projets mixtes, aménagés autour d'espaces verts ou de places publiques avec des arbres. Ce n'est pas au quartier à écoper parce que le promoteur de l'Îlot Irving a payé son terrain trop cher. **Le promoteur n'a pas à être récompensé pour avoir spéculé sur le dos de la qualité de vie du quartier.**

**Le 5 février prochain, nous allons voter NON.**

**Marc Boutin,** membre du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
**Henri Bélanger,** membre de la Coopérative d'habitation l'Archange
**Annik Gauthier,** membre de la Coopérative d'habitation Saint-Gabriel
**Bernard Grondin,** membre de la Coopérative d'habitation Accordéons-nous
**Gilles Simard,** membre du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

APPEL SANS FRAIS 2-1-1
Info Services Communautaires
Lundi au vendredi : 8h à 21h
Fin de semaine : 8h à 18h
www.211quebecregions.ca
211

# Alter justice : portrait d'un groupe renouvelé

Après 34 ans d'existence, le Groupe de défense des droits des détenus de Québec se métamorphose pour devenir Alter Justice. Il poursuivra sa mission d'origine, soit informer les détenus de leurs droits, travailler à la réinsertion sociale et sensibiliser la population sur ces questions.

**Par Eric Bélisle**

Ce nouveau nom et cette nouvelle image sont le fruit d'une longue réflexion et marquent un tournant important dans l'histoire de l'organisme. Ces changements étaient devenus nécessaires afin de tenir compte des besoins grandissants en matière d'aide et d'information sur le casier judiciaire et la demande de pardon ainsi que des besoins des proches des personnes judiciarisées en matière d'information sur le système correctionnel québécois.

Ce nom évoque une manière différente de voir la justice, manière qui s'inscrit dans le climat sociopolitique actuel. Il représente la vision de l'organisme et de ses membres : celle d'une société sécuritaire qui prône le respect des droits humains et qui favorise la réinsertion sociale des personnes judiciarisées. Il reflète davantage nos divers champs d'action de même que l'élargissement de notre clientèle et de nos programmes d'intervention.

Alter Justice offre maintenant un service d'accompagnement à la demande de pardon par l'entremise de consultations individuelles sur les démarches à entreprendre. Des renseignements sur le fonctionnement du système carcéral québécois ainsi que sur les droits et obligations au regard du casier judiciaire et de la demande de pardon pourront être obtenus par l'entremise de notre service d'information téléphonique. Des ateliers d'éducation populaire en défense de droits seront aussi offerts à la population.

Par ces actions, et en favorisant leur réinsertion sociale, l'organisme travaillera encore plus à lutter contre l'exclusion des personnes les plus vulnérables

### La nécessaire réinsertion sociale

Selon la Gendarmerie royale du Canada, près de quatre millions de Canadiens, soit 15 % de la population adulte, ont un casier judiciaire. Le fait d'avoir un casier judiciaire a des répercussions importantes dont, dans plusieurs cas, l'exclusion. Les difficultés éprouvées dans la recherche d'un emploi, d'un logement, ou encore pour contracter une police d'assurance, n'en sont que quelques exemples. En ce qui concerne les assurances, on remarque de plus en plus que la discrimination touche non seulement la personne judiciarisée, mais aussi ses proches.

Depuis sa création en 1977, Alter Justice offre de l'information vulgarisée sur le fonctionnement du système carcéral québécois aux personnes incarcérées et à leurs proches et vise à sensibiliser la population générale aux enjeux reliés à la criminalité, à la judiciarisation et à l'incarcération. L'organisme considère que la réinsertion sociale commence à l'intérieur des murs, dès l'incarcération, et que la responsabilisation des individus durant leur séjour en détention favorise leurs chances de se réintégrer socialement comme citoyens respectueux des lois.

Pour Alter Justice, la reconnaissance des droits des personnes judiciarisées n'est pas incompatible avec le respect des droits des victimes. Tant les personnes judiciarisées que les victimes ont le droit d'être traitées de manière digne et équitable par le système judiciaire et correctionnel et de bénéficier des ressources dont elles ont besoin.

Alter Justice regroupe des citoyens et organismes de tous horizons qui ont à cœur le respect de la dignité humaine et la justice sociale, et qui favorisent une approche axée sur la prévention de la criminalité et la réhabilitation sociale.

En faisant le choix de la réinsertion sociale, nous choisissons de travailler à assurer la sécurité de la population à long terme et de nous attaquer aux problèmes des personnes judiciarisées afin d'éviter qu'il y ait de nouvelles victimes. Voilà comment Alter Justice participe au développement d'une société sécuritaire.

Pour plus d'information sur l'organisme ou pour devenir membre, consulter le site www.alterjustice.org.

# Le droit à l'alimentation saine

Pour les moins riches, une alimentation saine dépend de l'accès à la nourriture et non seulement de la promotion de bonnes habitudes de vie, révèle une recherche-action participative.

**Par Richard Amiot**

Pour bien se nourrir, il faut avoir un toit. Il faut planifier. Cela prend des revenus suffisants, la santé, de l'entraide et pas trop d'imprévus.

Or, bien se nourrir est devenu une course à obstacles pour les familles à faible revenu, démontre une étude dirigée par Lucie Gélineau, professeure associée en médecine sociale et préventive à l'université Laval. La professeure Gélineau a mené ses recherches grâce au soutien de la Direction de la santé publique de la Capitale Nationale (DSP-CN) et de Communauté locale en forme et en santé (CLEFS), financé par la Fondation Lucie et André Chagnon.

La recherche-action participative, commencée à l'automne 2010, a mené à l'élaboration d'une trousse d'animation pour les partenaires du PSFL (les Ateliers à la terre du Centre Jacques-Cartier; l'Évasion St-Pie-X; et Mères et monde). «Une recherche-action participative est une démarche scientifique», explique Mme Gélineau, «où des "non experts scientifiques" produisent rigoureusement des connaissances et s'appuient dessus pour agir sur les structures et les attitudes perpétuant l'injustice, l'oppression et l'avilissement, dans une perspective de droit et de justice sociale». La trousse d'animation élaborée grâce à la recherche-action participative a été publiée sous le nom «Pour que le droit à l'alimentation (saine) devienne réalité». Elle est disponible auprès des partenaires du PSFL.

### Stratégie gagnante

Qu'il s'agisse de parents célibataires, de néo-QuébécoiSEs, d'étudiantEs ou de familles nombreuses, plusieurs obstacles se dressent sur le chemin de ceux et celles qui tiennent à s'alimenter sainement et à mieux nourrir leur enfant.

Pour bien s'alimenter, il ne faut pas seulement des connaissances. Il faut avoir accès aux spéciaux dans les épiceries au bon moment, quand il y a une rentrée d'argent, – et bénéficier d'un moyen de transport. Il faut de bons produits et éviter le gaspillage.

Les connaissances de base (le 0-5-30 : zéro cigarette, 5 fruits et légumes et 30 minutes d'activités physique par jour; les 5 groupes alimentaires du Guide canadien; etc.) ne manquent pas à la plupart, ni le savoir-faire, mais les familles nombreuses ou à faible revenu peinent à mettre ensemble tous ces moyens pour le succès d'une bonne stratégie alimentaire.

Les pouvoirs publics sont responsables de certaines contraintes. Il est pratiquement impossible de prendre l'autobus avec une grosse épicerie et les enfants. Le coût élevé des transports s'ajoute au prix de la nourriture. D'autres politiques publiques (salaire minimum trop bas ou déduction des pensions alimentaires des enfants des prestations de dernier recours) restreignent le revenu des familles, alors que la crise alimentaire mondiale pousse toujours à la hausse les prix des aliments de base.

Face à ces difficultés, les gens créent ou utilisent des moyens comme les cuisines collectives, le jardinage en ville, les achats en groupe, les soupes populaires ou les banques alimentaires. Cela ne suffit pas quand les revenus ne couvrent pas le panier des besoins essentiels.

«Plusieurs organisations se sont montrées intéressées à utiliser la trousse d'animation et veulent s'outiller pour le faire», rapporte Émilie Dufour, de Mères et monde. «Une communauté de pratique sera peut-être créée pour faire des liens entre animateurTRICEs des ateliers. Si vous êtes intéresséEs, contactez Mères et mondes. Nous vous redirigerons ensuite vers les bonnes personnes», insiste Mme Dufour. «L'expérience de Solidarité Familles Limoilou», nous apprend-elle aussi, «fera l'objet d'un chapitre dans la 3e édition du livre *Pratique de conscientisation*, qui sera publié en 2013.»

**Pour plus d'information :**
Outre le disque compact, la version papier en deux volumes de la trousse d'animation est disponible au coût de 25$ auprès des partenaires: Les Ateliers à la terre du Centre Jacques-Cartier, www.cjc.reseauforum.org/plateauxatelieralaterre.html/ courriel : <ateliersalaterre@yahoo.ca> ou tél. 418-948-7299; L'Évasion St-Pie-X, www.levasionstpiex.org/ courriel : <evasion_damilles@hotmail.com> ou tél. 418-660-8403; Mères et monde, www.meresetmonde.qc.ca/ courriel : <accueil@meresetmonde.qc.ca> ou tél. 418-822-5139.

# Un CLE remplacé par une télé

## Le gouvernement libéral est-il en train d'éliminer en catimini les centres locaux d'emploi?

**Par Marielle Bouchard**

Qu'est-ce qui accroît les écarts entre les riches et les pauvres, au Québec? Les coupures du gouvernement libéral, bien sûr! Ses choix politiques, virulentes attaques au bien commun, aggravent la situation des personnes vivant dans la pauvreté.

Dans cette tempête, les personnes prestataires d'aide sociale sont encore une fois parmi les plus touchées. Le nouveau joujou du ministère qui les « gère », le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS)? Le « visioguichet ». Avec cette télévision moderne d'une grandeur impressionnante, vous êtes en vidéoconférence avec votre agent d'aide sociale.

### Encore moins de CLE

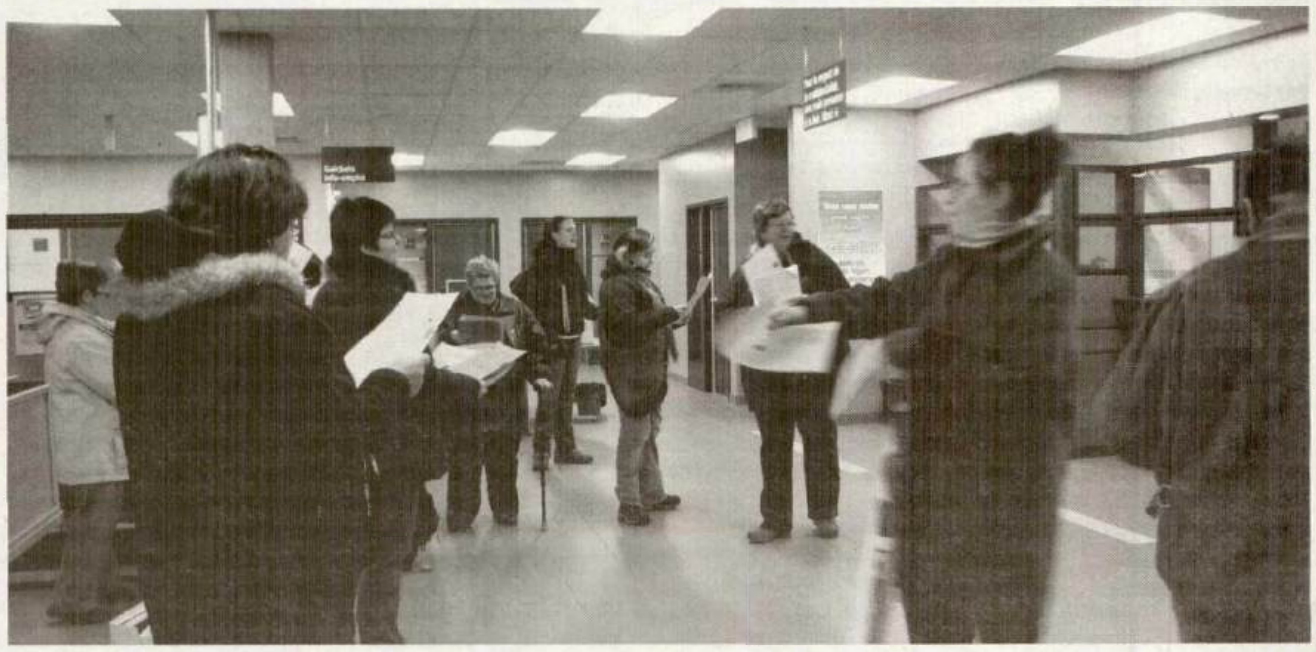
Ce petit îlot de technologie vise à pallier les fermetures de centres locaux d'emploi (CLE) et est à l'essai dans quelques endroits au Québec, comme à Lévis où le CLE a été fermé il y a un an et dont les anciens usagers sont maintenant dirigés vers CLE de Saint-Romuald pour le traitement de leur dossier. Ces tests laissent présager d'autres fermetures de CLE dans d'autres régions du Québec. Sans compter que depuis cinq ans, les coupures s'accumulent : 60 % des départs à la retraite d'agents d'aide sociale n'ont pas été remplacés.

En offrant un « visioguichet » à la population de Lévis qui n'a désormais plus de CLE et moins d'agents pour lui répondre, le MESS donne l'impression d'être bien charitable. Mais demandons-nous quel est le véritable but de la manœuvre : améliorer le fonctionnement des services publics ou économiser à n'importe quel prix?

En raison du régime minceur infligé par le ministre des Finances Raymond Bachand, le personnel des CLE est déjà débordé : une situation que les nouvelles fermetures de CLE ne feront qu'exacerber. Les agents surchargés omettent d'informer les usagers sur les dispositions de la loi et sur leurs droits. Les conséquences sont souvent tragiques.

### L'aide sociale accessible?

Les demandes des personnes qui auraient normalement droit à l'aide sociale sont de plus en plus souvent refusées grâce à toutes sortes de manigances administratives. Les taux de refus de demande d'aide sociale ont bondi dans la province, atteignant 55 % dans la région de Québec et 64 % en Abitibi-Témiscamingue. De plus, des sources fiables nous confirment l'existence, à l'interne, de directives pour refuser certaines demandes et compliquer les démarches de personnes qui ont droit à l'aide de dernier recours. Mais cela permettra au gouvernement Charest de se vanter encore cette année de la diminution du nombre de personnes à l'aide sociale.



Action menée le 29 novembre dernier pour dénoncer les coupures de services dans les Centres locaux d'emploi (CLE). Des membres de l'Association de défense des droits sociaux de la rive-sud (ADDS rive-sud), de l'Association de défense des droits sociaux du Québec-métropolitain (l'ADDS-QM) et de ROSE du Nord, le Regroupement de Femmes Sans Emploi du Nord de Québec ont « visité » les bureaux du CLE de Saint-Romuald. PHOTO LYDIA BERTHIAUME.

Rappelons-nous que pour faire une demande d'aide sociale, une personne seule ne peut avoir plus de 887 $ dans son compte et une famille de quatre personnes, pas plus de 1807 $. Le refus d'une demande d'aide sociale est donc dramatique. Découragées par les obstacles administratifs, mal informées, à bout de ressources et épuisées, ces personnes auront tôt fait de se retrouver dans le dénuement le plus total en plus d'avoir un mal fou à faire reconnaître leur droit : le droit à l'aide sociale. Et le ministère en est le premier responsable.

### Un autre effet des coupures

La création du visioguichet n'est qu'un effet parmi tant d'autres des coupures dans la prestation des services à la population. Réduire et déshumaniser les services, éloigner les CLE, ne plus donner le numéro de poste de l'agent qui s'occupe d'un usager, réduire le plus possible l'accès à l'aide sociale : voilà ce que les libéraux ont trouvé de mieux pour soutenir les personnes les plus démunies et lutter contre la pauvreté au Québec.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) affirmait récemment que l'écart entre les riches et les pauvres s'était encore accru et que le Canada est l'un des pays où les écarts se sont le plus aggravés. Or selon le Conseil du bien-être social du Canada, il coûterait deux fois moins cher de s'attaquer à la pauvreté que de continuer à en subir les conséquences comme nous le faisons présentement. Malgré ce diagnostic de mauvaise répartition de la richesse qui *vaut aussi pour le Québec*, le gouvernement libéral n'a rien trouvé de mieux que visioguichets et harcèlement des personnes ayant besoin de l'aide sociale, et y ayant droit, pour « faire avancer les intérêts du Québec » !

**Les mots de la ministre :**
Ironiquement, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Julie Boulet, affirmait, le 13 avril dernier : « *Chaque personne qui souhaite être reçue par un agent a la possibilité de le rencontrer. C'est un engagement du gouvernement.* » Ce dont nous doutons quelque peu. Nous vous invitons donc à exiger une rencontre avec votre agent. Si vous avez des difficultés ou avez besoin d'information, appelez-nous à ROSE du Nord : 418-622-2620

Michel Yacoub
Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives
Assurance Collective
Assurance Salaire
Assurance Vie
R.E.E.R Collectif
R.E.E.R
505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

ROSE DU NORD
Solidairement engagées
Tu as des questions à l'aide sociale ?
Tu es une femme ?
Tu veux t'impliquer ?
418.622.2620
Du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30
Le vendredi de 8h30 à 12h00
177, 71e Rue Est,
Québec (Québec) G1H 1L4
Téléphone : 418.622.2620 / télécopieur : 418.622.2621
Courriel : rosedunord@oricom.ca

# Les hipsters trippent sur le métal

**Par Véronique Garneau-Allard**

Je suis allée au spectacle accompagnant la sortie du nouveau disque de Duchess Says, *Time To Reiterate* (Alien8 recordings) au Cercle à l'automne dernier. La chanteuse a clairement dépassé la limite, mais c'était vraiment un bon show pour qui aime les performances. La fille est intense. On est en droit de se poser des questions sur l'existence de son instinct de conservation. Tout au long de la soirée, elle a pris beaucoup de risques et a invité les gens à prendre des risques avec elle jusqu'au moment où la foule (je pense que rendu là on peut parler de motton vu que la foule ne s'approchait pas assez de l'action à ce moment), l'a échappée et l'a laissé tomber (sur la tête). J'étais horrifiée. J'en voulais à la foule, j'avais peur pour elle, j'étais en état d'alerte. Elle sautait sur nous! Pas évident de la supporter dans toutes ses folies. Clairement je me sens coupable qu'elle soit tombée.

Je vais tout vous raconter. Ses yeux sont bleus. Leur pourtour noir fait ressortir son regard fou. Elle agite ses mains comme pour créer une connexion avec le public. Nourrissez-moi, semble-t-elle dire. Elle veut une connexion, elle veut interagir. On dirait qu'elle se crinque jusqu'à ce qu'elle soit assez excitée pour faire *quelque chose*.

### La passe du couloir

Ça y est, elle descend de la scène et sépare la foule en deux. Elle nous fait prendre les mains de la personne qui est devant nous et placer nos mains unies en haut de nos tête. Et c'est dans cette position qu'on la regarde crier sa chanson dans le fond du couloir que nous formons. Mon partenaire et moi on se replace le petit doigt pour bien établir la connexion. Elle traverse le couloir en nous cherchant des yeux et avec son corps.

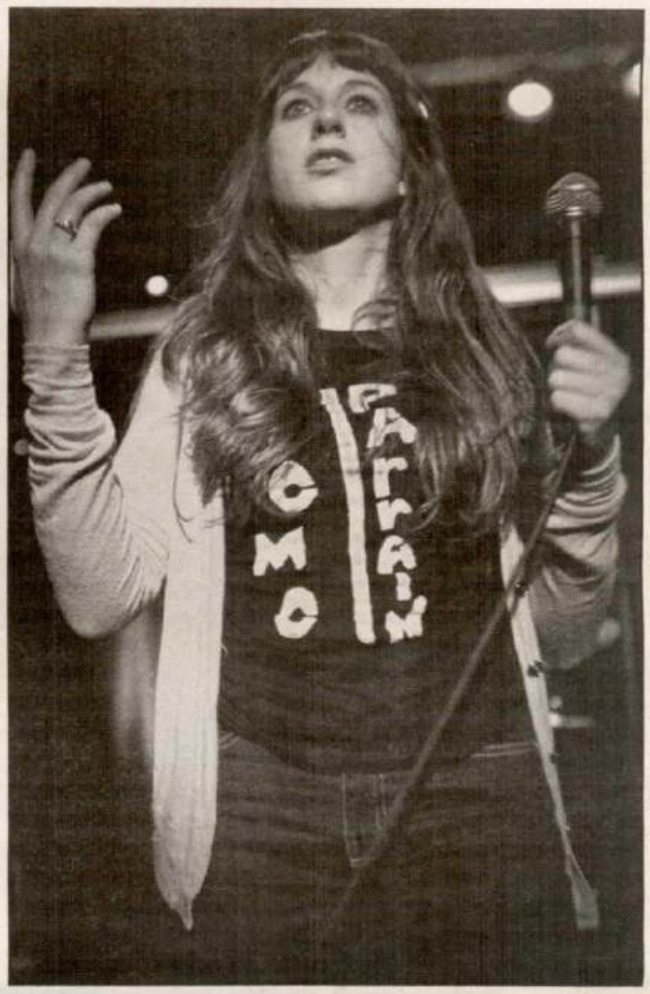
### La passe du train

Cette fille passe plus de temps dans la foule que sur le *stage*. Et c'est reparti pour un p'tit train, le public à sa suite, jusqu'à la sortie du Cercle où elle se jette sur les *Exclaim* et fout un bordel pendant qu'une jeune femme bien habillée bien maquillée, se tient dans le milieu du tout, confuse. Bon je m'en mêle, je m'élance et hop tout le monde par terre dans les papiers. La queue du train est déjà retournée dans la salle alors on est trois et on se la pète.

### La passe de la grenadine

Nous sommes de retour. Le fil du micro suit le micro qui suit la chanteuse. Tout va bien. Jusqu'à ce que... Ah ben oui. La vlà derrière le bar s'emparant de la grenadine. Ah là ça va barder, elle nous en verse dessus, on est ses zombies, ses fidèles, ses trash métalleux à elle pis on saigne du sucre qui goûte bon. Amanné ya un gars, il est pas content, ah ça non il fallait pas le salir celui-là, il saisit la bouteille et lui en verse sur la tête pendant que nous on le regarde se venger. Bon ça suffit maintenant, un autre gars prend la chose en main et la redonne à la maîtresse en chef, la folle, la *crazy bitch* au cardigan beige.

Je sais pus trop ce qui se passe, mais je sais que pendant tout ce temps il y a toujours cette excellente musique trash qui rentre au poste et que les gens dansent et se rentrent dedans pour jouer.



Annie-Claude Deschênes des Duchess says lors du concert au Cercle en novembre 2011. Le groupe y a débuté sa tournée de concerts québécois et européens.
PHOTO PIERRE HUGUES CARMICHAEL.

Annie-Claude Deschênes (voix, keytar, guitare, programmations), Philippe Clément (guitare, basse)
PHOTO PIERRE HUGUES CARMICHEL.

### La tentative de parterre de vers de terre

Le moment le moins réussi de la soirée c'est quand elle nous a fait assoir par terre pour voir si on allait embarquer. C'est l'heure d'être déçu du public. Pensez-vous vraiment que les gens allaient se laisser aller à ce point et rouler les uns sur les autres sur un plancher sale et visqueux de grenadine? Non. Rien n'est arrivé. On s'est relevé debout et on a repris la danse là où on l'avait laissée.

Et pour finir, depuis quand ça sent bon dans un *slam*? Le *slam* sentait le patchouli!? Aucune odeur de sueur, de swing, aucun homme semi-nu et gluant trop saoul qui ressemble à un animal et qui prend toute la place, que des branchés propres avec un style impec.

I-m-p-r-o-b-a-b-l-e.

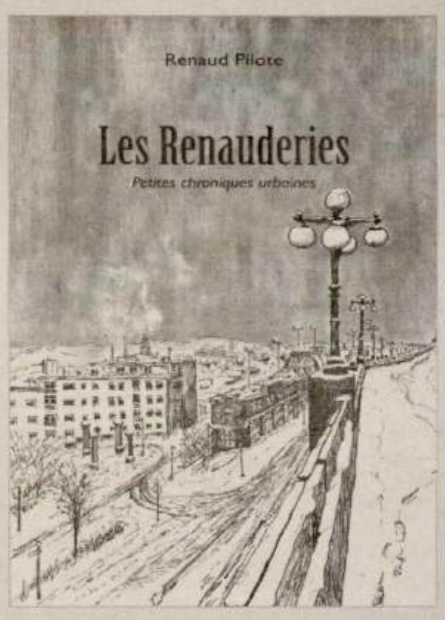
**Duchess says** (répétez ça 3 fois pour voir).

*Renaud Pilote* vous invite au lancement de son recueil de chroniques parues dans Droit de Parole de 2008 à 2011 :

LES RENAUDERIES

*PETITES CHRONIQUES URBAINES*

AVEC DES ILLUSTRATIONS DE MARC BOUTIN




VENDREDI 3 FEVRIER 2012

À LA LIBRAIRIE ST-JEAN-BAPTISTE
(565, RUE ST-JEAN)

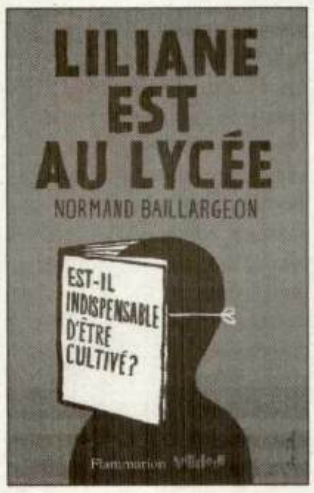
DE 17 À 23 H

# Des lectures antidotes pour entreprendre 2012

**Par Anne-Marie Brunelle**

Dénoncer le kidnapping de la démocratie par les experts ou questionner la définition d'une culture dite générale : les Éditions Flammarion lançaient l'automne dernier Antidote, une nouvelle collection de courts essais destinés à celles et ceux qui s'opposent aux «consensus mous, aux fausses évidences et à l'opposition stérile des experts». Réjouissant.

## Est-il indispensable d'être cultivé ?




*Dans Liliane est au lycée*, Normand Baillargeon, professeur en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Montréal et essayiste prolifique, propose de réfléchir sur la définition et l'objectif d'une culture générale pour tous. Dans un premier temps, il s'attaque à cette idée d'une culture dite universelle, mais qui se résume trop souvent à une vision «occidentalocentriste», blanche, masculine, bref la culture dominante des gagnants de l'Histoire... Sa réflexion sur l'absence des mathématiques dans l'idée de la culture générale, qu'il qualifie «d'innumérisme scandaleux», est particulièrement éclairante. Une fois le constat des failles de la culture générale dominante posé, Baillargeon entreprend tout de même une défense éloquente de ce grand pari, celui d'une culture partagée et émancipatrice. Percutant et convaincant, *Liliane est au lycée* provoque une réflexion engagée et un enthousiasme à partager.

**Normand Baillargeon**
***Liliane est au lycée***
Flammarion, collection Antidote
124 pages - 14,95 $

## Pour en finir avec l'expertocratie

Dès l'ouverture du premier chapitre de l'essai *J'ai demandé un rapport*, Mathias Roux cite Bakounine qui écrivait dans Étatisme et anarchie : « Le règne de l'intelligence scientifique sera le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. » Et vlan. Professeur de philosophie dans un lycée français, Mathias Roux pose la question : La politique est-elle une affaire d'experts ? Il pose dans son essai les enjeux du recours aux experts pour guider et orienter les débats publics et la politique en général. Roux propose une lecture éclairée des effets d'un discours scientiste présenté comme neutre et objectif. Les experts savent, alors que le peuple «vote avec ses tripes», résume-t-il. Or, le recours aux experts n'est jamais neutre, évidemment. L'auteur critique fortement l'expansion de «l'expertocratie», au détriment du débat et de la confrontation dans l'espace public. De la démocratie, quoi. Ce fossé entre ceux qui savent et ceux qui ne savent provoque une dépolitisation de la vie collective. Les exemples du détournement de démocratie proposés par Mathias Roux sont français et européens, mais les lecteurs d'ici feront rapidement des liens avec la vie politique québécoise : exploitation des gaz de schiste, le Plan Nord, le développement économique du Québec, la répartition de la richesse, pour ne nommer que ces enjeux. Le règne des experts de tout acabit : cause ou conséquence des taux de vote anémiques, des manifestations populaires qui ne trouvent pas écho dans les parlements, du grand désabusement de la population face à la politique ? La question est posée.

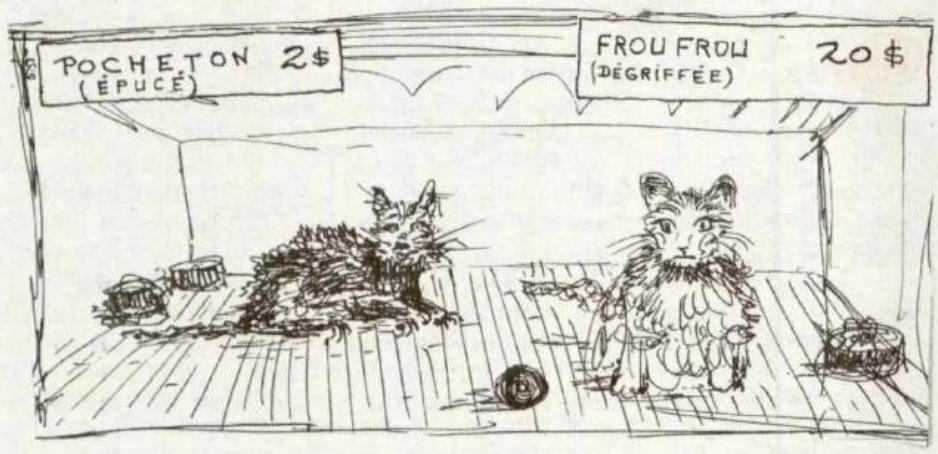
**« Si les experts prennent la parole, c'est dira-t-on, parce que le peuple ne sait pas » écrit Mathias Roux dans *J'ai demandé un rapport*.**

**Mathias Roux**
***J'ai demandé un rapport***
Flammarion, collection Antidote
124 pages - 14,95

**Renauderie**

# L'animalerie

Les animaleries m'ont à chaque fois. Une vitrine, des chatons, quelques modules en laine synthétique et l'affaire est dans le sac. Subitement dépossédé de moi-même au beau milieu du trottoir, je perds alors la track, le nord, fort probablement ma dignité et ne peux retrouver un certain calme avant d'avoir déterminé laquelle de ces petites boules de poils est ma préférée. J'envisage alors jusqu'à l'acheter, puis je me ravise, puis la regarde bailler adorablement, puis ré-envisage l'achat et finalement, pour mieux voir clair dans mes désirs emberlificotés, tout en sachant fort bien qu'inéluctablement je m'apprête à mettre au figuré le pied dans un énorme piège à souris, j'arrache mon hébété regard du mignard élu et pénètre dans l'animalerie en ayant l'air d'un gars qui veut donner sa langue au chat.




La sonnette n'a pas encore eu le temps de tinter qu'une odeur style « lapin en santé » me rappelle que l'animalité est un règne que nul n'intègre s'il n'est pas muni d'un minimum de tolérance olfactive. Un chat s'installe aussitôt dans ma gorge et m'empêche de dire bonjour à Léon, l'animalier, qui de toutes façons, à voir son air bête, me fait sentir qu'il a d'autres chats à fouetter. Pour m'habituer au plus vite à l'hétéroclite ensemble de ces effluves odoriférantes, je prends alors la décision de m'y immerger complètement et plonge dans la direction du mur d'aquariums à l'autre extrémité, ce qui pourra me permettre, en chemin, de détailler les fragrances de toutes les espèces en voie d'apprivoisement de l'animalerie.

Les piaillements que font les oiseaux, juste comme je passe devant eux, me font sursauter : Hitchcock n'eut pas fait mieux en fait d'épouvante ! Ici cependant, les exhalaisons, plus volatiles, sont invitantes. Aussi prends-je le temps de m'arrêter pour faire un brin d'ornithologie : quoique encagés, les geais me paraissent gais et les serins, sereins ; côté cervelles d'oiseaux, le moineau s'avère moins nono que moi qui, voulant le prendre en photo, a ouvert la volière au lieu de dire : « le petit oiseau va sortir ». L'oiseau envolé, je m'en fus allé, piteux.

**Les piaillements que font les oiseaux, juste comme je passe devant eux, me font sursauter : Hitchcock n'eut pas fait mieux en fait d'épouvante !**

Plus loin, les relents harcelants des vivariums réussissent à m'accrocher au passage, moi qui en temps normal ne veux rien savoir de tout saurien. Iguanes, tortues, couleuvres et autres bébites plus ou moins rampantes s'adonnent à me fixer, immobiles et vraisemblablement débiles, jusqu'à ce que je flanche et cligne de l'œil. Je garde alors mon sang froid et profite de cette insignifiante confrontation pour mettre au neutre mon cerveau reptilien saturé d'odeurs et ainsi enfin éclaircir, dans ma conscience lézardée, la signification véritable de ma présence en ces lieux. Je me dis alors « Récapitule : chatons, Léon, poissons, oisillons, caméléons. Cette faune que je renifle depuis un moment ne dégage peut-être pas toujours un arôme agréable pour le nez, n'empêche que si je n'étais pas entré dans l'animalerie et que je n'y avais pas humé cet insolite écosystème, jamais je n'aurais senti à ce point l'appel de la nature, qui, en ville, est non seulement rare, mais est ce sur quoi on lève souvent le nez. Puissent donc les animaleries m'avoir à chaque fois pour encore longtemps. »

**RENAUD PILOTE** – ILLUSTRATION MARC BOUTIN

**LOCAL À LOUER**

Atout-Lire a un local à louer au 266, St-Vallier Ouest à Québec, chauffé et éclairé, situé au 3e étage, du côté sud. Le loyer inclut l'accès aux aires communes (salle de réunion, cuisine, salle de bain, etc.). Le local de 283 pi. ca., à 3 fenêtres, est à louer au tarif mensuel de 360$. Idéal pour ONBL, travailleur autonome ou artiste. **Pour information ou visite, communiquez avec Marie-Claude, au 418-524-9353.**

# Carnet mondain

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur www.reseauforum.org

**16 JANVIER**

**Slam de poésie**
Bar-coop L'AgitéE (251, rue Dorchester, Québec) Ouverture des portes : 20 h Entrée : 5 $. Des slameurs se démèneront pour gagner la faveur du public dans une compétition amicale. Avis aux poètes : un *Micro ouvert* précédera la partie. Présenté par SLAM cap et le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP), chaque *Slam de poésie* à Québec se tient le troisième lundi de chaque mois.

**18 JANVIER**

**5 à 7**
Lancement de Droit de parole de janvier 2012. Venez rencontrer notre équipe à L'AgitéE.

**Conférence**
Développement du quartier Saint-Roch et luttes populaires
Avec Marc Boutin, au Bar-coop L'AgitéE, 255, rue Dorchester, à 19 h. L'aménagement du quartier Saint-Roch est riche d'une histoire de luttes populaires et de coups fumants. À une *époque où les promo*teurs ne jurent plus que par le « nouvo Saint-Roch », il faut pouvoir remettre en perspective le développement de la basse-ville de Québec.

**24 JANVIER**

**7 à 9 de la JOC sur l'endettement et la consommation**
Au bar-coop La Barberie, 310, Saint-Roch. Discussion sur le thème d'une enquête nationale qui se fait actuellement à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) sur l'endettement et la consommation.

**25 JANVIER**

**Lancement du livre *Le cœur enveloppé***
De 5 à 7, au Cercle (28, rue Saint-Joseph Est) en présence de l'auteur, Gilles Simard. Ce dernier, un ancien coordonnateur de DDP, propose un troublant témoignage sur quelques-uns des traitements les plus controversés (électrochocs, etc.) en santé mentale, au Québec. Nul doute que ce récit contribuera à la démystification des problèmes de santé mentale. 27 janvier

**Cercle Gabriel Garcia-Marquez**
Auditorium de la bibliothèque Gabrielle-Roy, 19 h 30. Conférence de Malcom Reid, écrivain, intitulée « Le Mexique et les écrivains ». Il sera question de Malcolm Lowry, Jack Kérouac et Roberto Bolano.

**Conférence**
De la cité à la ruralité, à quelles conditions? Avec Jocelyne Béïque au 870 avenue Salaberry, salle Michel Jurdant (322) à 18 h 30. Vous faites partie de ceux et celles qui aimeraient aller vivre en milieu rural, mais qui se heurtent à tant d'obstacles que vous ne croyez plus en votre projet? Lors de cet atelier-débat, il vous sera possible d'échanger sur vos expériences et vos idées. Étant une citoyenne des villes, la conférencière cherche à trouver des moyens qui faciliteraient une désurbanisation à petite échelle et repenser les mesures d'accueil dans les villages québécois qui se vident petit à petit. Ce sera aussi l'occasion de connaître l'organisme Terre à terre, que Jocelyne Béïque a contribué à fonder.

**Lancement de l'ouvrage *Faire l'économie de la haine* d'Alain Deneault et conférence-débat : « Entre liberté d'expression et censure »**
Des libertaires de Québec vous invitent à une soirée publique au bar-coop L'AgitéE. Au menu : lancement du livre « *Faire l'économie de la haine* » à 17 h suivi à 18 h 30 d'une conférence-débat sur la liberté d'expression : SLAPP, CRTC, radios-poubelles, propagande gouvernementale. Quand la liberté d'expression sert la haine, que les gouvernements s'exercent à la propagande et que les entreprises privées tentent de contrôler l'espace public, que pouvons-nous faire? Avec Alain Deneault, auteur de Noir Canada, Mathieu Houle-Courcelles, militant libertaire et une victime de la radio poubelle de Saguenay. Une soirée dansante suivra.

**LE 1ER FÉVRIER**

**Conférence bénéfice sur les compteurs « intelligents »**
À compter de 19 h, à la salle Michel Jurdant du Centre Culture et Environnement Frédéric Back, 870, avenue de Salaberry, une conférence révélant tout ce qu'il faut savoir sur les compteurs 'intelligents' par François Drouin, coordonnateur des actions et de la mobilisation de la Coalition québécoise de lutte contre la pollution électromagnétique (CQLPE). Confirmez votre présence à l'adresse francoisdrouin1@gmail.com (nombre de places limité).

**3 FÉVRIER**

**Lancement**
Lancement du livre « *Les Renauderies, petites chroniques urbaines* » de Renaud Pilote, illustrations de Marc Boutin. À la librairie Saint-Jean-Baptiste, 565, rue Saint-Jean, de 17 h à 23 h.

**5 FÉVRIER**

**Manifestation contre les «compteurs intelligents»**
À compter de 13 h devant l'Assemblée nationale, simultanément avec une manif à Montréal devant le siège social d'Hydro-Québec et une autre à Sherbrooke devant le bureau de comté de Jean Charest.

**6 FÉVRIER**

**Projection-discussion: Cercle arctique**
Le changement climatique opère dans l'Arctique une transformation plus radicale et plus rapide que n'importe où ailleurs sur la planète. Tandis que les ours polaires se meurent et que la banquise fond, les États se disputent les territoires arctiques et pompent le pétrole et le gaz sous les eaux cristallines du Nord. (80 min.). Bibliothèque Gabrielle-Roy, salle polyvalente (3e étage), 18 h 30

**8 FÉVRIER**

**5 à 7 Soirée d'inform'action**
Vous entendez parler constamment de différents enjeux environnementaux et vous vous demandez : « Comment puis-je contribuer à améliorer le monde qui m'entoure? » Les AmiEs de la Terre vous invitent à leur soirée d'information, durant laquelle vous pourrez découvrir des possibilités d'implication en rapport avec vos talents et intérêts. Nous vous présenterons nos projets et campagnes en cours. Quelques bouchées à l'image de nos thématiques (sans viande, local, biologique, zéro déchet) vous seront offertes à partir de 17 h 30. Confirmez votre présence au 418-524-2744. Gratuit! Lieu: AmiEs de la Terre de Québec, 870 avenue Salaberry, local 210.

## Simplicité volontaire : la voie du futur

Ateliers de partage sur la simplicité volontaire les mercredis soir du 1er février au 21 mars au Centre Lucien Borne 100 Chemin Sainte Foy. Huit rencontres interactives constituant une introduction à la simplicité volontaire.

Un thème différent abordé à chaque soir : consommation, argent, famille, santé, environnement, simplicité intérieure, etc.

Coût : 25$ pour les 8 rencontres. Pour informations et inscription Pascal Grenier (418) 990-0006 responsable@gsvq.org. Organisé par le Groupe de simplicité volontaire de Québec.

simplicité volontaire
RQSV

**Groupe de Québec (GSVQ)**